

Tunisie : le dictateur est tombé, mais la lutte continue

mardi 18 janvier 2011, par [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 17 janvier 2011).

A la joie de voir le dictateur chassé, se mêle un sentiment de rage. Rage en pensant aux dizaines de morts qu'il a fallu pour en arriver là, aux dizaines de milliers de tunisiennes et de tunisiens dont les vies ont été brisées, pendant ces 23 ans, par la prison et la torture.

Et tout cela pour permettre à la mafia au pouvoir de se remplir les poches sous l'oeil bienveillant des gouvernements français qui se sont succédés. Jusqu'au dernier jour ils ont soutenu ce régime à bout de bras. Le gouvernement Sarkozy a même proposé ses services, pour mieux aider le dictateur à réprimer une population en lutte contre la tyrannie.

Une telle sollicitude n'est pas étonnante : une des fonctions de ce régime était de museler les luttes sociales afin de fournir une main d'œuvre à bas prix aux investisseurs étrangers. Mais rien n'y a fait, c'est d'ailleurs la révolte ouvrière du bassin minier de la région de Gafsa qui a inauguré, en 2008, la vague de lutte qui a fini par faire tomber le régime. Les syndicalistes de l'UGTT refusant les compromissions, comme par exemple ceux de l'enseignement ou des postes et télécommunications, ont joué un rôle essentiel dans ces mobilisations. Leur lutte s'est articulée à celle de multiples catégories sociales comme les avocat-e-s, les militant-e-s des droits de l'Homme, les féministes, les jeunes scolarisé-e-s ou chômeurs/ses, etc.

En Tunisie, la lutte continue contre les anciens de la mafia au pouvoir qui peuplent l'appareil d'Etat et continuent à détenir les fruits de leur pillage.

En France, la pression ne doit pas se relâcher pour que les avoirs des Ben Ali - Trabelsi soient saisis et restitués au peuple tunisien.

Cette victoire est un démenti cinglant infligé à tous les néo-libéraux qui présentaient la Tunisie comme un modèle de développement à suivre. C'est une gifle aux politiciens de tous bords qui ont cherché à justifier leur soutien à Ben Ali en agitant l'épouvantail islamiste : le dictateur et sa famille n'ont trouvé pour l'instant pour les accueillir que le régime fondamentaliste séoudien.

Ce qui se passe en Tunisie, ce qui se déroule aussi en Algérie, montrent que rien n'est inéluctable.

Face à la répression, au musèlement des mouvements sociaux, les révoltes populaires sont légitimes et le mouvement syndical se doit de les appuyer dans le respect de l'autonomie de chacun de nos mouvements.

Paris, le 17 janvier 2011